



Syndicat National des Personnels  
de l'Éducation et du Social  
Protection Judiciaire de la Jeunesse



*Bureau Régional Grand Ouest*  
8 place de la gare de l'État 44276 NANTES cedex 02  
06 83 67 21 21 ou 06 83 65 73 77

**Fédération Syndicale Unitaire**

Rennes, le 16 mars 2016,

**DÉCLARATION PRÉ-LIMINAIRE au CTIR du 16 mars 2016**

**« On a rongé l'os » disait Rosemonde DOISGNIES  
Aujourd'hui on attaque la moelle  
À quand le Pot-Au-feu ?**

« Il n'est pas possible de réaliser une bonne qualité de vie au travail si les professionnels ne sont pas en capacité d'être dans de bonnes conditions pour travailler. Il est nécessaire de penser aux professionnels avant de penser aux chiffres » disait Monsieur DUPLENNE le 15 décembre dernier,

Monsieur DUPLENNE ajoutait : « Il n'y a pas eu d'écrit, de propos qui confirme l'obligation absolue de prendre des jeunes dans n'importe quelles conditions »

Les éléments apportés dans votre document du CTIR du 16 mars 2016 sont en contradiction flagrante avec les bonnes intentions affichées sur l'amélioration des conditions de vie au travail par la DIRGO et l'AC.

Les perspectives annoncées sont catastrophiques :

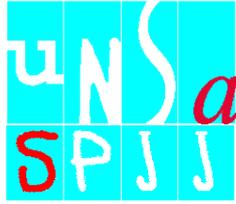
- suppression de 15 postes
- suppression de 35 véhicules
- abandon de la création de l'UEHC de NANTES
- poursuite de la politique du chiffre par les accueils imposés et d'urgence dans les foyers
- non remplacement d'éducateurs, d'assistants sociaux, professeurs techniques
- suppression de postes d'adjoints administratifs et d'adjoints techniques

L'inter-région a déjà été victime d'une saignée durant les années 2007/2012 en perdant 20 à 25% de nos emplois.

Comment envisager un dialogue social serein et constructif dans ce contexte où les agents sur les terrains subissent au quotidien des conditions de travail détériorées ?

Nous vous laissons réfléchir à la façon de trouver une solution à cette équation insoluble.

Le SNPES-PJJ/FSU appellera les personnels à se mobiliser dans l'unité syndicale la plus large possible afin de défendre les moyens pour un service public de qualité.



## BOYCOTT DU CTIR DU 16 mars 2016 COMMUNIQUE AUX PERSONNELS DU GRAND OUEST

Les 4 organisations syndicales représentatives du personnel ont décidé ce jour de ne pas siéger au comité technique inter régional Grand Ouest portant sur l'allocation des moyens et la qualité de vie au travail.

Les organisations syndicales dénoncent les annonces de la Dir Grand Ouest :

- moins 15 etpt (après plus de 20% de suppression des emplois depuis 2007).
  - 40 véhicules en moins depuis 2011 et 35 véhicules à rendre pour 2017.
  - Missions acquisitions en danger, dont l'activité n'est pas reconnue par l'administration centrale.
  - Non remplacement d'éducateurs, d'assistant service social, professeurs techniques, agents techniques, adjoint administratif, conseiller technique, infirmier, RUE.
  - Des postes vacants non proposés à la mobilité.
  - Abandon de la création de l'UEHC de Nantes.
  - Quelle anticipation de l'intégration de la Haute Normandie au 1<sup>er</sup> janvier 2017.
- **IL FAUT SOLDER LES COMPTES DES FERMETURES DE STRUCTURES (2007-2012)**
  - **IL FAUT RECONNAITRE LES MISSIONS INSERTION ET LES MISSIONS HD**
  - **IL FAUT DONNER LES MOYENS A TOUS LES SERVICES DE REMPLIR LEUR MISSION D'EDUCATION**

Soutenez ces revendications en signant la pétition - à retourner par fax au 02.40.84.07.07

NOM	STRUCTURE	SIGNATURE